

MALGRÉ LA FORTE PRESSION DE LA RUE

Bouteflika devrait garder le silence

Bientôt une semaine depuis que le pays vit dans l'insurrection, avec, déjà trois morts, plus de mille blessés et des dégâts matériels considérables et toujours pas de nouvelles d'un certain Abdelaziz Bouteflika ! Décidément, tout est «spécifique» en Algérie, même le style de gouvernance.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -

Dans aucun autre pays au monde, un tel cas de figure n'est imaginable. Le pays est sérieusement secoué, l'embrasement est un risque bien réel, l'insécurité règne et son chef de l'Etat, premier responsable de la sécurité des personnes et des biens, l'homme que la situation interpelle directement et en premier lieu, Bouteflika donc se mure dans un silence troublant.

Aucune apparition publique, pas la moindre déclaration sur la situation. Ce qui alimente naturellement les plus folles rumeurs. «Il est en Suisse», affirment les uns, «il est gravement malade», croient savoir d'autres.



Photo : Samir Sid

Or, nous confie une source proche de son entourage, «le président est bien sûr ici en Algérie. Il suit la situation d'heure en heure à travers une cellule de crise restreinte installée au niveau de la présidence», refusant toutefois de

nous dévoiler la composante de cette cellule. Et pourquoi alors ne se manifeste-t-il pas ? «Eh bien c'est mal le connaître !» réplique notre interlocuteur. «Le président a un principe immuable : jamais il n'agit sous la pression. Cela

a toujours été le cas depuis 1999.»

Pour le moment, Bouteflika s'est contenté en effet d'envoyer sur le front le ministre du Commerce auquel a succédé depuis samedi le ministre de l'Intérieur. Et pour toute décision, il ordonne la tenue d'un conseil interministériel, celui tenue samedi, sciemment contenu dans le seul volet «technique» de la chose, «les prix des produits de large consommation». Pas plus. Aucune réponse politique à la mesure de la gravité de la situation.

A l'évidence, Bouteflika ne veut pas donner l'impression d'être concerné par la contestation. «Il ne faut pas s'attendre à des décisions spectaculaires», nous affirme également notre source, faisant allusion aux rumeurs liées au changement du gouvernement.

Mais s'exprimera-t-il sur la situation ? «Pour le moment, il n'y a rien de prévu dans ce sens. Mais, comme d'habitude, le président sévira au moment où on l'attendrait le moins», se contentera de nous répondre notre source.

K. A.

COUVERTURE DES ÉMEUTES

Les médias publics à la traîne

Les violentes émeutes qui ont essaimé dans de nombreuses villes du pays ont été, comme à l'accoutumée, occultées ou du moins très mal couvertes par les médias publics, notamment la Télévision nationale. Pour s'informer sur cette éruption de colère juvénile qui a fait tache d'huile, les Algériens ont dû s'orienter vers les chaînes satellitaires étrangères. Heureusement que la révolution numérique a eu lieu !

Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir)- Habitué à ne diffuser que les ronronnements officiels, les médias publics ont manqué d'être au cœur de l'événement et de l'actualité. Jeudi, lorsque les barricades ont jonché les quartiers de la capitale, la Télévision nationale, vraiment hors d'époque, n'a pas jugé nécessaire d'y braquer ses caméras. L'Agence de presse service (APS), réduite elle aussi à ne relayer que le message et la propagande officiels, n'a pas fait mieux. La radio non plus ne s'est pas autorisée une quelconque audace éditoriale. La diffusion a été celle des jours ordinaires, faite de l'enlisement de la situation en Cote d'Ivoire



Photo : Djallel B.

où Ouattara et Gbagbo se livrent une guerre d'usure, du morcellement qui guettait le Soudan à l'occasion du référendum du 9 janvier et d'autres actualités internationales plus ou moins chaudes. Lorsque, enfin, les médias publics ont daigné en parler, ils se sont limités à évoquer les pillages. Les émeutes, qui pourtant ont été particulièrement violentes et qui s'étaient vite propagées à plusieurs villes du pays, n'ont pas été couvertes pour ce qu'elles ont été mais vues uniquement à travers les dégâts collatéraux qui les ont accompagnées. Comble d'archaïsme en matière de communication,

les médias publics ont répercuté jeudi la déclaration du ministre du Commerce sans spécifier qu'elle intervenait comme première réponse au large soulèvement populaire. Même lorsqu'il leur a fallu informer du report de la journée du Championnat national de football, ils ont pris soigneusement la précaution de mentionner que la décision est édictée par la situation d'insurrection qui prévalait dans le pays. Aucunement embarrassés de tordre itérativement le cou à la mission de service public qu'ils sont censés accomplir, les médias publics sont restés figés dans des

réflexes hérités des temps où les gouvernants considéraient les peuples comme des entités immatures et qui donc ne devaient pas jouir du droit à l'information. Or, les temps ont changé et la révolution numérique est passée par là. A présent, rien ne se cache, tout se sait. Ce que nos médias occultent, les chaînes de télévision et les agences de presse étrangères s'empressent de le dévoiler. Nos médias publics se comportent comme s'ils avaient égaré leurs manuels de journalisme, insensibles, par ailleurs, à la concurrence que l'environnement leur dicte.

S. A. I.

ARRESTATIONS

APRÈS LES ÉMEUTES

Le RCD dénonce et condamne

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a, dans un communiqué rendu public hier dimanche, dénoncé et condamné la vague d'arrestations de jeunes, suite aux émeutes des derniers jours. Le parti appelle aussi à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus.

Le parti a, en effet, fait cas de centaines d'arrestations opérées, écrit-il, dans la quasi-totalité des wilayas. «Des centaines d'arrestations de jeunes, parmi lesquels des mineurs, sont opérées dans la quasi-totalité des wilayas. Ces arrestations, accompagnées souvent de brutalités, sont commises en violation de toutes les lois en vigueur. Des jeunes ont été enlevés en pleine nuit à leur domicile et présentés aussitôt devant la justice sans la moindre information pour les parents ni assistance judiciaire.» Le parti de Saïd Sadi a condamné avec la plus ferme des vigueurs ces arrestations. «Le RCD condamne avec la plus extrême vigueur les rafles de ces jeunes qui sont d'abord les victimes de la politique d'un système qui s'est imposé depuis un demi-siècle par les fraudes, la corruption, la censure et l'abus d'autorité ; autant de violences qui ont accablé le peuple algérien.» Commentant les mesures annoncées par le gouvernement, le RCD a estimé que ces dernières «sonnent comme une insulte qui réduit l'Algérien à un tube digestif». Pour le RCD, les mesures prises par le gouvernement sont démagogiques, incohérentes et choquantes. «Nos concitoyens ont le droit d'accéder à un pouvoir d'achat décent mais le gouvernement oublie que l'Algérien a aussi une tête et un cœur», a déploré le RCD qui a estimé, en outre, que l'exonération de l'IBS sera sans conséquence sur la baisse des prix à la consommation. Cela étant, le RCD, tout en exigeant la libération immédiate et inconditionnelle des détenus, appelle à une mobilisation des patriotes afin de donner une traduction organisée et adaptée au soulèvement de la jeunesse. Parallèlement, a-t-il informé, son groupe parlementaire demandera un débat général au niveau de l'APN. Un débat autour des véritables origines de la crise qui déstabilise et ensanglante la nation. Le RCD, qui a invité les partenaires de l'Algérie à se garder de toute attitude complaisante à l'égard du pouvoir en place, dit œuvrer d'ores et déjà à structurer des initiatives solidaires, impliquant les forces politiques et sociales. «Le RCD entreprend d'ores et déjà des contacts avec toutes les forces politiques et sociales persuadées que la prolongation du statu quo ne peut mener qu'à l'enterrement de l'Algérie démocratique et sociale pour laquelle se sont battues et sacrifiées des générations entières.»

S. A. I.